



AREVA et ses déboires.

Parlons vrai



En mars 2015, la direction du groupe annonçait une perte historique de près de 5 milliards d'euros. La réponse du gouvernement et de la direction s'est résumée à plus de casse sociale et industrielle :

- *plan d'économie de 1 milliard d'euros sur les achats et les frais de personnel,*
- *projet de suppression de 4000 emplois en France,*
- *vente de pans entiers des activités d'AREVA (AREVA NP, Canberra à un fond de pension, AREVA TA)*

Certes, l'Etat s'était engagé à recapitaliser le Groupe et à redynamiser la filière nucléaire mais...

9 mois plus tard, les résultats ne sont toujours pas au rendez-vous :

- la vente d'AREVA NP à EDF ne sera pas finalisée avant fin 2016 et reste conditionnée par les dossiers OL3 et la cuve de Flamanville,
- l'EPR finlandais OL3 voit toujours les coûts et les délais dériver sans aucun accord en vue avec TVO.
- l'EPR Flamanville 3 est suspendu aux résultats des tests de la cuve (décision de l'ASN d'ici la fin d'année),
- la vente de CANBERA ne sera pas effective avant 2017, tout comme la cession d'AREVA TA,
- la recapitalisation par l'Etat ne se fera peut-être pas avant fin 2016,
- tout le processus devra être examiné par la commission européenne, ce qui prendra plusieurs mois.

Lorsque l'Etat offre 50 Md€ d'exonération au patronat, l'Europe n'intervient pas, y compris sur les contreparties.

Quand l'Etat intervient pour recapitaliser une entreprise et sauver des milliers d'emplois et toute une filière industrielle, l'Europe doit rester à sa place et les politiques arrêter de se cacher derrière la Commission européenne !

Lors des différentes instances (comité de groupe Européen, France, CCE), la direction ne cache plus que la dette s'alourdit de plus d'1 Md€ supplémentaires pour 2015. Le groupe doit rembourser en septembre 2016 une dette obligataire de plus de 1Md€ et devra faire appel à un financement intercalaire.

L'Etat a certes annoncé une recapitalisation de 5 Md€, longtemps attendue, mais l'absence de stratégie industrielle reste préoccupante.

Une seule certitude, ce qui a réellement avancé ce sont les suppressions de postes, PDV et/ou PSE.

Cela n'a non seulement rien changé sur la situation d'AREVA mais risque de vider toutes ses entités des compétences dont elles ont besoin.

La CGT le répète encore une fois : ce n'est pas aux salariés de payer les pots que d'autres ont cassés !!!

Pour la CGT regarder et suivre les suppressions d'emplois et remise à plat de nos accords sans réagir c'est avaliser le processus de casse industrielle et sociale et se préparer des lendemains qui déchantent.

Les syndicats CGT AREVA appellent toutes celles et ceux qui le souhaitent, mais aussi les autres organisations syndicales du groupe à participer à une journée d'action le 18 février 2016 afin de peser sur les décideurs.

Seule une forte mobilisation des salariés assurera le sauvetage d'AREVA et de tous les emplois qui sont aujourd'hui en jeu.